



Conseil économique et social

Distr. limitée
20 février 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Point 3 a) de l'ordre du jour

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Projet de résolution déposé par la Présidente, Sewa Lamsal Adhikari (Népal), à l'issue de consultations

La Commission du développement social recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2012/7, dans laquelle il a convenu que la session d'examen et la session directive de 2013-2014 auraient pour thème prioritaire « Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous »,

Réaffirmant que la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social¹, les autres initiatives en faveur du développement social que l'Assemblée générale a adoptées à sa vingt-quatrième session extraordinaire² et la concertation sur les questions de développement social qui se poursuit à l'échelle mondiale constituent

¹ Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

² Résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, annexe.



le système de référence pour la promotion du développement social pour tous aux niveaux national et international,

Rappelant la Déclaration du Millénaire³ et les objectifs de développement qui y sont arrêtés, ainsi que les engagements pris aux grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies et à ses sessions extraordinaires, notamment au Sommet mondial de 2005⁴ et à la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement⁵, ainsi que le document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement tenue en 2013⁶,

Se déclarant préoccupé par les effets paralysants de la pauvreté, des inégalités et des disparités dans le monde entier,

Sachant que l'autonomisation des populations est une condition essentielle du développement,

Sachant aussi que les politiques qui visent à éliminer la pauvreté, à réduire les inégalités et à promouvoir le plein emploi productif et un travail décent pour tous ainsi que l'intégration sociale, et les politiques qui favorisent l'autonomisation, se renforcent mutuellement,

Sachant en outre que le développement économique et social doit reposer sur une approche axée sur les personnes, et que l'être humain doit être au cœur de tous les plans, programmes et politiques à tous les niveaux afin que tous les individus bénéficient de façon équitable des résultats du développement,

Réaffirmant que l'autonomisation et la participation jouent un rôle important dans le développement social, et que le développement durable implique la participation active et concrète de tous, y compris les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones, ainsi que les autres groupes et personnes défavorisés et vulnérables, compte dûment tenu de la nécessité de la pleine participation des femmes sur un pied d'égalité,

Rappelant le document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées intitulé : « La voie à suivre : un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà⁷, dans lequel les gouvernements ont réaffirmé leur détermination à œuvrer ensemble dans le cadre d'une approche participative associant le secteur public et les représentants des associations de la société civile et des organisations de personnes handicapées, en vue d'un développement attentif à la problématique du handicap, et la volonté de la communauté internationale de promouvoir les droits de toutes les personnes handicapées, qui procèdent des buts de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸, ainsi qu'en vue de la réalisation, pour 2015 et au-delà, des objectifs du Millénaire pour le développement et autres

³ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁴ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

⁵ Résolution 65/1 de l'Assemblée générale.

⁶ Résolution 68/6 de l'Assemblée générale.

⁷ Résolution 68/3 de l'Assemblée générale.

⁸ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

objectifs de développement arrêtés au niveau international en faveur des personnes handicapées,

Réaffirmant que l'autonomisation de toutes les populations, en particulier les femmes et les filles ainsi que les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones et autres personnes et groupes défavorisés et vulnérables, pour renforcer leurs capacités de prendre des décisions avisées dans l'exercice des droits et du devoir qui sont les leurs de prendre une part active aux affaires de la communauté dans laquelle ils vivent, constitue l'un des principaux objectifs du développement et son principal moteur, et, à cet égard, que l'autonomisation implique la pleine participation des populations à la formulation, à l'application, au suivi et à l'évaluation des décisions qui conditionnent le bon fonctionnement et le bien-être de nos sociétés,

Rappelant le document final de la troisième Conférence mondiale sur le travail des enfants, tenue à Brasilia du 8 au 10 octobre 2013, et réaffirmant notre conviction que la réalisation des droits de l'enfant est l'un des moyens les plus efficaces d'éliminer la pauvreté, notre promesse de rompre le cycle de la pauvreté dans le cadre des objectifs adoptés au niveau international, et notre détermination à investir dans les enfants au mieux de leurs intérêts, en particulier pour ce qui est d'améliorer l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité pour tous les enfants, et de parvenir à l'universalisation progressive de la protection sociale,

Rappelant également la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, et le document final qui en est issu, intitulé « L'avenir que nous voulons »⁹, dans lequel les gouvernements ont réaffirmé qu'il importe d'aider les pays en développement à éliminer la pauvreté et à favoriser l'autonomisation des pauvres et des personnes en situation vulnérable, notamment en éliminant les obstacles auxquels ils sont confrontés et en renforçant les capacités de production, en développant l'agriculture durable et en favorisant le plein emploi productif et un travail décent pour tous ainsi que des politiques sociales efficaces, y compris la mise en place de filets de protection,

Considérant qu'assurer l'accès universel aux services sociaux, y compris à une éducation de qualité et à des services d'approvisionnement, d'assainissement et de santé et à d'autres services de protection sociale adéquats et abordables, promouvoir l'emploi et un travail décent pour tous et mettre en place des filets de protection sociale compte tenu des priorités et de la situation des pays, sont des instruments importants pour l'autonomisation, et considérant aussi qu'il faut mobiliser la volonté politique d'assurer à tous le plein accès sur un pied d'égalité à une éducation de qualité et la réussite scolaire, y compris aux personnes handicapées, aux peuples autochtones, aux personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et aux personnes qui vivent dans des zones rurales,

Soulignant que la communauté internationale, les États Membres et tous les groupes concernés de la société, dont les partenaires sociaux, doivent redoubler d'efforts pour réduire les inégalités et éliminer l'exclusion sociale et la discrimination,

⁹ Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

Sachant que la bonne gouvernance et l'état de droit aux niveaux national et international sont essentiels pour parvenir à une croissance économique soutenue, partagée et équitable, au développement durable et à l'élimination de la pauvreté,

Conscient que la mobilisation des ressources nationales et internationales aux fins du développement social et leur utilisation judicieuse sont essentielles à un partenariat mondial pour le développement qui favorise la concrétisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire,

Soulignant l'importance du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, et rappelant la décision de l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-neuvième session une question relative à la commémoration du vingtième anniversaire du Sommet en 2015, dans le cadre du suivi coordonné et intégré des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes,

Prenant acte de la nécessité d'intégrer davantage les volets économique, social et environnemental du développement durable à tous les niveaux, en tenant compte des liens qui existent entre ces différents secteurs, de façon à assurer un développement durable dans toutes ses dimensions,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général¹⁰;
2. *Réaffirme* que le but ultime du développement social est d'améliorer la qualité de vie de tous et que l'autonomisation et la participation sont essentielles à la démocratie, à l'harmonie et au développement social;
3. *Réaffirme également* l'engagement pris par les États Membres dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social¹¹ d'effectuer des investissements publics massifs et de promouvoir les investissements privés en faveur de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des capacités, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ainsi que de l'autonomisation et de la participation, s'agissant notamment des victimes de la pauvreté ou de l'exclusion sociale;
4. *Souligne* que les États Membres devraient s'employer en priorité à créer une « société pour tous » soucieuse du respect des droits de l'homme de tous les individus et fondée sur l'égalité, la responsabilité mutuelle et la coopération, et à assurer l'accès aux services de base, y compris les services de santé et de protection sociale, et la promotion de la participation active de tous les membres de la société, sans discrimination, aux activités civiques, sociales, économiques et politiques ainsi qu'à la prise de décisions;
5. *Réaffirme* son attachement à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, ainsi qu'à la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités de développement, sachant que ces éléments sont décisifs pour la réalisation du développement durable, la lutte contre la faim, la pauvreté et la maladie et le renforcement des politiques et des programmes qui améliorent, assurent et élargissent la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle, ainsi que

¹⁰ E/CN.5/2014/3.

¹¹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe II.

l'amélioration de l'accès dont elles disposent à toutes les ressources qui leur sont nécessaires pour exercer pleinement tous leurs droits individuels et toutes leurs libertés fondamentales, grâce à l'élimination des obstacles qui subsistent, notamment en ce qui concerne l'égalité d'accès au plein emploi productif et à un travail décent, et au renforcement de leur indépendance économique, et souligne aussi que l'éducation des femmes et des filles est indispensable à leur autonomisation et à l'élimination de la pauvreté;

6. *Souligne* que des efforts particuliers doivent être déployés pour favoriser la participation de tous, notamment des femmes, des pauvres et des membres de catégories défavorisées et vulnérables, telles que les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les populations autochtones, à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, civique et culturelle, en particulier la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de mesures qui les concernent;

7. *Exhorte* les États Membres à poursuivre leur recherche, pour vaincre la pauvreté, de solutions socioéconomiques viables, bénéficiant au plus grand nombre et plus équitables, mieux équilibrées, plus stables et davantage centrées sur le développement et, vu que les inégalités renforcent la pauvreté, souligne qu'il importe d'améliorer l'accès à une éducation de qualité, à l'emploi, à l'eau potable et à l'assainissement, aux soins médicaux et à la protection sociale;

8. *Engage* les gouvernements à continuer de mettre au point et d'instituer, en coopération avec les entités compétentes, y compris le cas échéant les partenaires sociaux, des régimes de protection sociale et des socles de protection sociale sans exclusive, efficaces et viables, reposant sur les priorités nationales et bénéficiant à tous les membres de la société, dont les femmes et les personnes et groupes désavantagés et vulnérables, et prend note à ce propos de la recommandation n° 202 concernant les socles nationaux de protection sociale adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail le 14 juin 2012;

9. *Engage également* les gouvernements à continuer de mettre au point et d' étoffer des politiques, stratégies et programmes visant à renforcer en particulier les perspectives d'emploi des femmes et des jeunes ainsi que des personnes âgées, des personnes handicapées, des populations autochtones et des membres d'autres groupes désavantagés, et à leur assurer l'accès au plein emploi productif et à un travail décent;

10. *Exhorte* les États Membres et, selon qu'il convient, les entités compétentes des Nations Unies et les organisations internationales et régionales, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, ainsi que tous les autres acteurs pertinents, à continuer de mettre au point et d' étoffer des politiques, des stratégies et des programmes visant à renforcer les perspectives d'emploi de tous les membres de la société et à leur assurer l'accès au plein emploi productif et à un travail décent, notamment en favorisant l'accès à l'enseignement classique, non scolaire et professionnel, au perfectionnement, à la formation continue, à la reconversion et au téléenseignement, notamment dans les domaines de l'informatique et des communications et de la création d'entreprise, en particulier dans les pays en développement, notamment en vue de contribuer au renforcement de l'autonomisation économique de tous les membres de la société aux différentes étapes de leur vie;

11. *Considère* que parvenir au plein emploi productif et assurer un travail décent pour tous devrait être un objectif central des politiques nationales et que les politiques macroéconomiques devraient contribuer à l'élargissement des possibilités d'emploi et à l'amélioration de leur qualité, en instituant un climat favorable à l'investissement, à la croissance et à la création d'entreprise, qui sont indispensables pour que de nouveaux emplois se créent;

12. *Considère* que l'accès à l'emploi et à un travail décent pour tous, ainsi que le dialogue social, sont essentiels pour assurer l'autonomisation et la participation de la population, et demande aux États Membres de respecter, de promouvoir et de concrétiser les principes et droits fondamentaux au travail, conformément à la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail;

13. *Souligne* la pertinence du Programme d'action mondial pour la jeunesse¹², et notamment de ses domaines d'action prioritaires que sont la pauvreté, l'emploi, la participation et l'éducation, pour l'autonomisation des jeunes et leur épanouissement et, à ce propos, constate qu'il faut améliorer les possibilités d'accès à un emploi productif et à un travail décent pour les jeunes, par un investissement accru dans l'emploi de ceux-ci, un soutien actif au marché du travail et des partenariats entre les secteurs public et privé, ainsi que par la création d'un environnement propre à faciliter la participation des jeunes au marché du travail, dans le respect des règles et obligations internationales;

14. *Réaffirme* qu'il faut améliorer le bien-être des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes handicapées, des populations autochtones, des personnes âgées et des petits exploitants et agriculteurs de subsistance, et améliorer les moyens de subsistance et l'autonomisation des pauvres et des autres personnes et groupes défavorisés et vulnérables, en particulier dans les pays en développement;

15. *Souligne* qu'il importe de mettre en œuvre le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement¹³, notamment pour aider les sociétés à prendre en compte de façon équilibrée dans leurs politiques les besoins de différentes générations, à promouvoir l'autonomisation économique et à éviter la discrimination fondée sur l'âge à l'encontre des personnes âgées;

16. *Engage* les gouvernements à renforcer l'accès aux ressources productives des personnes défavorisées ou vulnérables, notamment en leur reconnaissant des droits fonciers et autres droits liés à l'utilisation des ressources naturelles conformément aux législations, priorités et politiques nationales, et en leur facilitant l'accès à une vaste gamme de services financiers appropriés;

17. *Engage* les États Membres à renforcer la capacité des institutions financières nationales de répondre aux besoins de ceux qui n'ont pas accès aux services bancaires, aux services d'assurance et autres services financiers, et les engage également à adopter des mécanismes de réglementation et de contrôle qui facilitent la prestation de services de qualité, dans des conditions de sécurité, à ces catégories de la population, à améliorer l'accès à l'information et à promouvoir les

¹² Résolution 50/81 de l'Assemblée générale, annexe, et résolution 62/126 de l'Assemblée générale, annexe.

¹³ *Rapport de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid, 8-12 avril 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.IV.4), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

programmes d'initiation aux rudiments de la finance, en particulier à l'intention des femmes;

18. *Met l'accent* sur les possibilités qu'offrent les technologies de l'information et des communications afin d'améliorer la qualité de vie de toutes les personnes et de leur permettre de mieux participer au développement durable et à l'économie mondiale, et invite les États Membres, avec l'appui du système des Nations Unies, des donateurs, du secteur privé et de la société civile, à promouvoir un accès universel, non discriminatoire, équitable, sûr et d'un coût abordable à ces technologies, en particulier dans les écoles et les lieux publics, et à éliminer les obstacles à la réduction de la fracture numérique;

19. *Invite* les gouvernements à aider l'administration publique à être transparente, responsable et sensible aux besoins et aux aspirations de tous, sans discrimination d'aucune sorte, et à promouvoir une vaste participation aux mécanismes de gouvernance et de développement;

20. *Considère* que l'autonomisation des individus présuppose l'existence de structures institutionnelles favorables et de mécanismes participatifs, y compris d'organes et de processus démocratiques de consultation, et qu'il faudrait s'attacher tout particulièrement à promouvoir la participation à l'élaboration des décisions publiques et à la gouvernance, pour tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle, et à aider les institutions nationales à être mieux à même de répondre aux besoins et aux aspirations de tous les membres de la société;

21. *Engage* les États Membres à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour éliminer toute discrimination à l'encontre de qui que ce soit, sans distinction d'aucune sorte, en particulier à l'encontre des personnes vivant dans la pauvreté, à s'abstenir d'adopter toute loi, réglementation ou pratique qui empêcherait ou restreindrait l'exercice de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits civils et politiques, et à veiller à assurer aux pauvres et aux femmes l'égalité d'accès à la justice;

22. *Engage* la communauté internationale à aider les pays en développement à éliminer la pauvreté et à favoriser l'autonomisation des pauvres et des autres personnes et groupes défavorisés et vulnérables, le but étant d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, d'améliorer l'accès au financement, au microcrédit et au crédit, d'éliminer les obstacles auxquels ils se heurtent, de renforcer les capacités de production, de développer l'agriculture durable et de promouvoir le plein emploi productif et un travail décent pour tous, en complément d'un ensemble de politiques sociales nationales appropriées, y compris par la mise en place de socles de protection sociale, et prend note à cet égard de la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail sur les socles nationaux de protection sociale;

23. *Considère* que tous les donateurs doivent maintenir et honorer les engagements qu'ils ont pris dans le domaine de l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale et atteindre les cibles fixées, et que le respect intégral de ces engagements permettra d'appuyer considérablement les efforts que déploient les pays en développement pour atteindre les objectifs de développement social en favorisant l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous;

24. *Invite* les États Membres à accorder l'attention voulue à la promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous lors de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et les engage, en coopération avec la société civile, le secteur privé, les universités et les organisations sociales, à faire tout leur possible pour appuyer la bonne gouvernance aux niveaux national et international et pour répondre aux besoins des plus vulnérables et encourager leur participation aux processus de décision;

25. *Prie* le Secrétaire général de faire figurer, dans le rapport intitulé « Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale » qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session, des recommandations sur les politiques à adopter en matière d'autonomisation, en tenant compte des débats qui ont eu lieu lors de la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social dans le cadre du thème prioritaire.
